

POLITIQUE Visite de Nathalie Kosciusko Morizet « Notre horizon n'est pas le salariat »

Nathalie Kosciusko Morizet était l'invitée jeudi du Business Lunch Entrepreneurs de la CCI de Mulhouse. L'occasion pour elle de prodiguer quelques conseils, mais aussi de se forger une crédibilité de présidentielle.

« Je suis libérale, je suis convaincue que les entrepreneurs seuls savent ce qui est bon pour leur entreprise » explique Nathalie Kosciusko Morizet. Face à elle, une petite trentaine d'entrepreneurs. Elle présente pourtant bien dans sa longue robe noire et les salue un par un. Mais peine à convaincre. Arrivant timidement, beaucoup de questions évoquent les incertitudes auxquelles sont confrontés les industriels français. Nathalie Kosciusko-Morizet en profite pour expliciter sa vision d'un mandat présidentiel. Ce sera le thème le moins dissimulé de tout son exposé. « Ni la droite ni la gauche n'ont trouvé de bon rythme durant leur mandat, il faut changer ça. » Sur la fermeture de Fessenheim, elle joue avec le flou. Elle rappelle d'abord son mandat ministériel, puis cite l'Agence de Sécurité Nucléaire. Pressée de répondre, elle se lance dans une description de l'éolien offshore. « Une spécificité française. » Puis concède que le nucléaire n'est pas la solution, qu'il prend trop de place, mais



Nathalie Kosciusko-Morizet en plein exposé. PHOTO DNA - G.S. qu'elle aurait maintenu l'activité de la centrale. Pas de prise de risque. Questionnée le manque de personnel qualifié, ou sur l'endettement de la France, elle n'oublie pas de préciser qu'elle a rencontré Jean-Claude Juncker ou le patron de PSA. Et de tirer à boulets rouges sur Najat Vallaud-Belkacem. Des faire-valoir. Un dernier entrepreneur insiste, resté sur sa faim. Elle se triture alors nerveusement les ongles, puis recommence son cours d'économie. Insiste sur le statut de travailleur indépendant. Un exposé intéressant, mais trop vague. Alors qu'elle quitte la salle pour rejoindre des militants davantage enthousiastes, les entrepreneurs, eux, lui préfèrent le buffet.

GUILLAUME SEVIN

ENVIRONNEMENT

Les anti-Fessenheim demandent à EDF d'obéir à Royal et dénoncent les « mensonges » de Hollande

Les associations antinucléaires, qui réclament la fermeture de Fessenheim (*) rappellent que Ségolène Royal, ministre de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, a à plusieurs reprises demandé à EDF de déposer « la demande d'abrogation d'exploiter les deux réacteurs de la centrale de Fessenheim à l'échéance de la fin du mois de juin ». N'ayant « pas eu connaissance » d'un dépôt de cette nature de la part d'EDF, les antinucléaires en déduisent donc que l'énergéticien « s'oppose ouvertement » à la demande de la ministre et à la politique énergétique du gouvernement.

Les antinucléaires protestent contre cette situation et exigent de nouveau la fermeture de la centrale « dans les plus brefs délais ». Ils demandent « des comptes » à l'exploitant « pour n'avoir pas tenu les délais imposés par la ministre ». Le président Hollande est également pris pour cible par les associations, qui lui rappellent sa

proposition n° 41 : « Je fermerai la centrale de Fessenheim... ». Proposition qui avait été de nouveau formulée après son élection, avec une date fixée (« À la fin de l'année 2016 »), puis de nouveau martelée, à plusieurs reprises. Greenpeace attendait d'ailleurs le décret de fermeture pour le mois de juin... On est en juillet, rien n'est venu, et les associations antinucléaires mettent en doute la « sincérité » du président. « [Il] ne respectera pas son engagement, [il] a menti aux Français [...] Le premier personnage de l'État est indigne de la charge que lui ont confiée les Français. Nous n'oublierons pas », appuient les écologistes dans une charge lourde.

► (*) Comité pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin, Stop Fessenheim, Stop Transports Halte au Nucléaire, Collectif Les Citoyens Vigilants des environs de Fessenheim, d'Alsace nature avec le Réseau « Sortir du nucléaire »

PARC DE WESSERLING

Une nouvelle convention avec le Département

L'association pour la gestion et l'animation du Parc de Wessering et le conseil départemental du Haut-Rhin ont signé une nouvelle convention de financement portant sur la période 2016-2033, ont annoncé hier les deux conseillers départementaux du canton de Thann-Cernay-Saint-Amarin : Annick Lutenbacher et Raphaël Schellenberger.

Le Département s'y engage notamment à allouer une subvention d'investissement d'un montant maximum de 100 000 € par an à l'association qui s'engage à « développer des actions visant à promouvoir le musée et les jardins ». Le site englobe également le bâtiment dit « Le Château », en piteux état, et qui mériterait une rénovation en profondeur.

Beauvillé
CREATEUR PAR TRADITION

SOLDES
Du 22 juin au 2 août 2016

MAGASIN D'USINE

68150 Ribeauvillé

744 62700

POLITIQUE Conseil régional du Grand Est

Trois millions d'€ pour deux aéroports

La commission permanente du conseil régional, a signé hier plusieurs gros chèques pour les transports, notamment pour les aéroports de Watry et Lorraine Airport.

La région Grand Est a désormais quatre aéroports. Bâle-Mulhouse, trinational, à son extrémité sud-est, est le plus gros, avec 7,5 millions de passagers annuels. Strasbourg-Entzheim est le deuxième, loin derrière, depuis que sa ligne historique Strasbourg-Paris a disparu (1,2 million). Mais elle a aussi deux aéroports modestes : Vatry (Marne), sur une ancienne base de l'OTAN à 22 km de Châlons-en-Champagne (260 000 passagers) et Lorraine Airport, en Moselle, à mi-chemin entre Metz et Nancy (84 00 passagers).

Quatre pays frontaliers

Hier, la commission permanente du conseil régional a voté deux subventions, chacune de 1,5 million d'€, à ces deux derniers aéroports. Vatry vient d'être repris en régie personnalisée par le département de la Marne. Lorraine Airport est une régie personnalisée de la Région elle-même. Explication : il s'agit d'« améliorer la compétitivité, la complémentarité et la diversité de l'offre de transports aérien sur le territoire du Grand Est, une nécessité pour



L'aéroport de Lorraine Airport (Metz-Nancy-Lorraine). PHOTO DNA

la région qui a la chance d'avoir quatre pays frontaliers », justifie le rapport qu'a défendu le président (UDI) de la commission des Transports, David Valence. Pas convaincu, le groupe Les Patriotes-FN s'est abstenu. « Vatry n'a tenu aucune des promesses faites : c'est un gouffre financier » a expliqué Jordan Grosse-Cruciani (Vosges). Ce qui a fait sursauter Olivier Girardin (PS, Aube) : « Vous êtes bien catégorique : Vatry est proche de Paris, ce peut

être un atout ! »

C'est aussi dans le domaine des transports qu'a été votée l'une des plus grosses dépenses des 375 rapports examinés hier par les élus : 4,1 millions d'€ pour remotoriser et améliorer des rames de train express régional (TER). Par ailleurs, la Région engagera 2,6 millions d'€ dès l'an prochain pour remettre à niveau la ligne TER Charleville-Mézières - Givet (Ardennes).

Le président (LR) du conseil régio-

nal, Philippe Richert (qui est aussi président de l'association des régions de France), a expliqué qu'il avait bon espoir, dans ses négociations avec le gouvernement, de récupérer la gestion de la ligne dite « d'équilibre du territoire » (TET) Paris - Troyes - Mulhouse - Belfort, l'État compensant le déficit et renouvelant le matériel roulant. Cette ligne sera d'ailleurs bientôt électrifiée avec l'aide de la Région entre Paris et Troyes. ■

JACQUES FORTIER

ACCROCHAGE SUR VERDUN

« Cent cinquante mille euros pour piétiner les morts ! » s'est indigné Guillaume Luczka (FN, Ardennes), dénonçant la subvention de la Région aux commémorations de Verdun le 29 mai dernier avec la chorégraphie de 3 500 jeunes conçue par le cinéaste allemand Volker Schlöndorff. « Votre grandiloquence n'est pas une preuve d'intelligence ! » a rétorqué Philippe Richert, qui s'est étonné de ne pas entendre les élus FN quand étaient vraiment profanées des tombes juives, musulmanes ou chrétiennes par des « jeunes nourris par cette extrême droite que je n'aime pas, décidément ! »

SOUTIEN AUX COMMUNES

Le plan de soutien aux communes de moins de 2 500 habitants (et par là au secteur du bâtiment et des travaux publics) a atteint désormais les 1 300 dossiers pour environ 13 millions d'€, a précisé Philippe Richert lors du vote de la 2^e tranche de ce plan. « Je propose d'aller jusqu'à la somme prévue de 23 millions », a-t-il suggéré. La députée Paola Zanetti (PS, Moselle) a répété qu'on « arraisait ainsi les communes qui en ont le moins besoin », et dénoncé des « subventions de confort » encadrées par la règle du « premier arrivé, premier servi ! »

LES 12 AGENCES DU GRAND EST

Anne-Pernelle Richardot (PS, Bas-Rhin) a demandé une « clarification » sur le réseau d'agences territoriales annoncé par Philippe Richert (DNA du 26 juin). Elle aurait préféré, pour leur implantation, un critère de proximité : pas de citoyen à moins de 30 km d'un service de la Région. Irréaliste, lui a répondu Philippe Richert : « Certaines agences n'auraient eu aucun lycée ! » C'est en fait un ensemble de critères (population, partenariats, lycées, etc.) qui a été utilisé pour définir ces douze agences (dont cinq sur deux sites), qui marquent « une territorialisation des services du conseil régional ».

AIDER LES FRONTALIERS

Les élus ont voté une subvention de 20 000 € pour la poursuite du travail du groupe d'intervention sur l'imposition des retraites allemandes qui a été formé par les « Infobests » du Rhin supérieur. Créé en 2013, il aide les retraités français ex-frontaliers menacés de redressement par le fisc allemand. Toujours pour les frontaliers, la Région a renouvelé la convention Eures Grande Région (Allemagne, Belgique, Luxembourg, France) qui cherche à appuyer le « marché de l'emploi transfrontalier intégré » et attribue 76 000 € à la « Task Force Frontaliers » de cette structure de coopération.

UNION EUROPÉENNE Après le référendum britannique

Agence des médicaments : une candidature de Strasbourg ?

Des voix s'élèvent à Strasbourg pour réclamer une candidature de la Ville pour accueillir le siège de l'Agence européenne des médicaments. Il en est de même à Lyon, à Barcelone, au Danemark et en Suède...

DEPUIS 1995, l'Agence européenne des médicaments a son siège à Londres. Elle fédère 4 000 experts, est représentée dans une trentaine de pays de l'Union européenne et de l'AELE et emploie à son secrétariat 440 personnes. Sa mission ? La « promotion de la santé publique et animale à travers l'évaluation et la supervision des médicaments à usage humain et vétérinaire ».

Dès les résultats du référendum

britannique connus, les spéculations ont commencé sur l'avenir de cette agence sur le sol londonien. À Strasbourg, un conseiller municipal, Eric Senet, a proposé que la Ville se porte candidate. « C'est un peu prématuré », lui a répondu le maire Roland Ries (PS), en conseil municipal. Pourtant, d'autres candidatures sont en train d'émerger, celle de la Suède et du Danemark, de Barcelone, déjà candidate en 1992, où le gouvernement régional a décidé la création d'une commission ad hoc. À Lyon, la députée européenne PPE, Françoise Grossetête (Les Républicains) a saisi le maire Gérard Collomb (PS), la ministre de la Santé et le commissaire européen à la santé. À Strasbourg, des voix se joignent à celle d'Eric Senet pour une candidature officielle,

autour de la Ville et de l'Eurométropole. Olivier Klotz, président du MEDEF Alsace avance, tout comme le conseiller municipal d'opposition, trois arguments : la présence de la Direction européenne de la qualité du médicament (Pharmacopée), dépendant du Conseil de l'Europe, la proximité du pôle chimique et pharmaceutique bâlois et allemand, le prestige de l'Université classée parmi les 100 premières au monde.

« C'est un vrai dossier, qui peut être porté à l'échelle transfrontalière », insiste Olivier Klotz qui invite le président de l'Eurométropole Robert Herrmann (PS) et le maire de Strasbourg à s'associer à d'autres partenaires institutionnels pour porter cette candidature et saisir le président Hollande

Sander et Richert écrivent au président

C'est justement ce qu'ont fait Anne Sander, députée européenne alsacienne (PPE), et Philippe Richert, président du conseil régional, qui ont rédigé chacun un courrier adressé à François Hollande. « Il faut jouer la carte de la complémentarité avec la Pharmacopée ; il y a un enjeu pour l'Alsace et pour la France. Nous devons nous fédérer, engager une action commune tant qu'il en est encore temps », insiste Anne Sander qui évoque la prochaine réunion de la Task Force, convoquée jeudi après-midi par Catherine Trautmann. « L'Agence européenne du médicament devra être un sujet traité à cette réunion », estime M^{me} Sander. ■

CH.B.